

# Au CDH : pas touche à la Communauté !

## DÉBAT Un trio de choc contre tout transfert aux Régions

► Les trois chefs de groupe, aux parlements wallon, bruxellois et francophone, signent une carte blanche contre toute atteinte à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

► Après PS, MR et Ecolo, le CDH se lance dans le débat intrafrancophone.

La question ne captive pas, mais elle se pose : faut-il transférer des compétences exercées par la Fédération Wallonie-Bruxelles – ou Communauté française – aux Régions wallonne et bruxelloise ? Mieux : faut-il liquider la Fédération ? Les centristes-humanistes s'étaient tus jusqu'à présent, ils s'expriment aujourd'hui.

En l'occurrence, les chefs de groupe au parlement wallon, au parlement bruxellois et au parlement de la Fédération nous transmettent un texte sans ambiguïté : c'est non. Non à tout transfert. Pas touche à la Fédération.

Le CDH déboule du même

coup dans un jeu de quilles où libéraux et socialistes, les verts aussi, avaient déjà pris leurs aises. On résume les épisodes précédents... Pour les bleus, Pierre-Yves Jeholet et Jean-Luc Crucke écrivent (une carte blanche là aussi) qu'ils verraient bien l'institution francophone s'effacer à terme. Dans la foulée, les socialistes Christophe Collignon, Pierre-Yves Dermagne et Nicolas Martin envisagent le transfert de l'enseignement et de la culture, compétences majeures de la Fédération. Dont Thierry Bodson, leader de la FGTB wallonne, programme, lui, la disparition. On en passe. Les régionalistes « ultras » occupent le terrain : ils veulent parachever l'œuvre fédéraliste commencée au siècle dernier, et régler son sort à la Communauté.

En face, un moyen terme s'affirme : pour Ecolo, Christos Doukeridis s'oppose au projet de démantèlement de l'entité francophone, mais consent à quelques aménagements, par exemple en matière de sports et de tourisme, qui changeraient de mains, de la Fédération aux Régions ; ministre-président wallon, Paul Magnette verrait bien lui aussi ces deux compétences

glisser d'un bord à l'autre avec, pourquoi pas ?, des ajustements en matière d'enseignement, qui serait organisé davantage sous la forme de « bassins scolaires », proches des Régions. C'est ici qu'interviennent les centristes-humanistes.

Lesquels se manifestent en deux temps : dans l'*Echo* lundi, le vice-président du gouvernement wallon, Maxime Prévot se dit ouvert au transfert du sport, du tourisme et du patrimoine mobilier. On croit qu'il trace ainsi la ligne orange. Pas vraiment. La carte blanche de nos trois présidents de groupe remet l'église au milieu du village : pas touche à la Communauté française.

### « Quoi, un volley wallon et un volley bruxellois ? »

Dimitri Fourny nous explique : « Prenez le sport : quel sens cela aurait-il de scinder ? Vous imaginez un volley wallon, un autre francophone ? On va faire deux fédérations de volley, puis on conclura un accord de coopération pour quand même faire des choses ensemble ! Absurde ! En plus des principes – l'unité des francophones –, il y a des limites pratiques à l'exercice. Veut-on dupliquer les outils, déstructurer

ce qui fonctionne bien ? Même chose pour le tourisme. » Alors, l'enseignement et la culture, vous n'y pensez pas : « Là, ce serait liquider la Fédération purement et simplement ! Non, les Régions exercent un paquet de compétences, renforcées après la sixième réforme de l'Etat, et il faut faire en sorte de gouverner efficacement avec ce qui est là, c'est tout ce que les gens demandent. » Dimitri Fourny fait une concession, une seule : « Je verrais bien le parlement wallon prendre de l'ampleur, monter en puissance et, en ce sens, au lieu de voir les députés déménager une semaine sur deux à Bruxelles, au parlement francophone, les députés pourraient le faire une semaine sur trois, cela me paraît suffisant pour examiner les questions liées à la Fédération mais, pour le reste, je l'ai dit : faisons fonctionner nos institutions telles qu'elles se présentent et, a fortiori, évitons toute discussion institutionnelle qui pourrait nous entraîner vers une nouvelle réforme de l'Etat. » Après l'option Prévot, souple disons, c'est ici la ligne Fourny-Cerexhe-Schyns, dure et ferme. Benoît Lutgen dans tout cela ? ■

DAVID COPPI

## la carte blanche

# « Non à la cacophonie institutionnelle, oui à la solidarité francophone »

Transférer des compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles aux Régions, régionaliser l'Enseignement ou la Culture : depuis l'automne, on a entendu tout et son contraire sur la question. En prime, avec des contradictions au sein même des familles politiques qui se sont exprimées.

C'est le travers de certains politiques de passer trop de temps à réfléchir aux structures plutôt qu'à déployer leur énergie à en améliorer le fonctionnement. Pour le CDH, la priorité des priorités est de mettre en œuvre la dernière réforme de l'Etat – qui a considérablement conforté le pilier régional, ce qui ne nous empêche pas de mener une réflexion pour un fonctionnement optimal des structures.

Mais soyons clairs : notre enseignement a bien des défis urgents à relever pour ne pas se fourvoyer dans une controverse institutionnelle. Aurait-on quelque chose à gagner à devoir bientôt gérer des équivalences de diplômes entre Bruxelles et la Wallonie ? A instaurer des CEB différents ? Qui voit un quelconque intérêt à scinder nos organisations de jeunesse et fédé-

rations sportives ? Quelles réglementations devraient respecter les universités comptant des facultés dans l'une et l'autre Régions ?

Ces exemples sont parlants : plutôt que de simplifier le système, la régionalisation ne ferait que le compliquer davantage ! Elle irait même à contre-courant, tant il est vrai qu'au cours des dernières années, nous avons progressé dans la coordination d'outils communs : WBI (Wallonie-Bruxelles International),

## Plutôt que de simplifier le système, la régionalisation ne ferait que le compliquer davantage

l'EAP (Ecole d'administration publique), l'Agence de simplification administrative, le Contrat unique de formation en alternance... Veut-on aujourd'hui détricoter ces structures transversales qui ont permis des économies d'échelle ?

Cela dit, il est certainement envisageable de mieux prendre en compte des spécificités locales ou régionales, sans passer par un énième débat institutionnel. En matière d'enseignement, nous travaillons par bassin scolaire, réunissant les acteurs des

mondes éducatif et socio-économique. Y sont analysés les liens entre métiers en pénurie, parcours scolaire ou de formation, pour le redéploiement économique d'une région.

En ce qui concerne nos collègues germanophones, que nous savons demandeurs d'une autonomie accrue, il est légitime pour le CDH de transférer de nouvelles compétences régionales et provinciales, au départ du cadre actuel de nos institutions.

Par ailleurs, le CDH mène une réflexion en interne sur l'importante question du financement des infrastructures au sein de la Fédération. Si les accords de la Sainte-Emilie entraînent un excédent budgétaire pour la Fédération, alors ce sera l'occasion d'un débat autour des investissements en infrastructures. En explorant cette voie, on peut certainement gagner en efficacité pour tous les francophones, sans pour autant les entraîner dans l'aventure d'une nouvelle révision de la Constitution. Car la régionalisa-

tion de l'enseignement aurait en effet pour passage obligé une nouvelle Réforme de l'Etat. Si un parti francophone trouve souhaitable d'ouvrir cette boîte de Pandore, ce ne sera pas le CDH !

C'est notre conviction profonde : la Fédération Wallonie-Bruxelles n'est pas qu'un trait d'union entre deux Régions : elle est le reflet et l'expression politique d'une réalité humaine, d'une population francophone qui a plus que jamais intérêt à rester unie.

Certains de nos collègues libéraux et socialistes aspirent à une Belgique épurée, avec pour principales composantes un niveau fédéral et quatre entités régionales. Ils oublient qu'un tel scénario induit de facto une nouvelle réforme institutionnelle, à laquelle nous sommes opposés.

Certes, le débat d'idées a ses droits mais nous avons mieux à faire que de nous diviser. Pour le CDH, le citoyen attend de l'efficacité des institutions et pas des discussions autour d'un millefeuille institutionnel.

C'est pourquoi aujourd'hui, nous signons ensemble, wallons et bruxellois cette carte blanche. ■